



Informations générales sur la confidentialité

Date de la dernière mise à jour : janvier 2025

SSAB est lié par la législation sur la vie privée de la juridiction dans laquelle ses opérations sont menées. Il arrive que la législation sur la vie privée et les droits de la personne diffèrent d'une juridiction à l'autre. De plus, des pratiques spécifiques sur les données personnelles peuvent être adoptées pour traiter les exigences spécifiques à la protection des données émises par certaines juridictions. Par conséquent, si des dispositions de ces conditions sont en conflit avec la loi applicable dans la juridiction en question, la loi locale prévaut sur ces dispositions.

SSAB a nommé un délégué à la protection des données (DPO, pour Data Protection Officer) pour l'ensemble des sociétés du groupe. Vous pouvez le contacter pour des informations complémentaires ou toute demande concernant le traitement des données personnelles par SSAB. Vous trouverez plus d'informations à la section 2.

1. Responsable du traitement des données

Le responsable du traitement des données personnelles du groupe SSAB est SSAB AB (numéro d'enregistrement : 556016-3429, adresse : P.O. Box 70, SE-101 21 Stockholm, Suède). Sa responsabilité couvre l'ensemble du traitement des données à l'échelle de l'entreprise. SSAB s'assure que les données personnelles sont traitées conformément aux présentes conditions et aux législations applicables sur la protection des données.

D'autres entreprises du groupe SSAB peuvent être responsables du traitement de données acquises lors d'une relation contractuelle, d'une coopération ou toute autre relation demandant le traitement de données personnelles, en conformité avec les lois locales applicables à l'entité juridique appartenant au groupe SSAB. Les sociétés du groupe SSAB partagent également des données personnelles à des fins administratives et pour faciliter les opérations commerciales du groupe et de ses différentes entités juridiques. Les informations sur les [sociétés du groupe SSAB](#) et ses filiales sont disponibles dans le dernier [rapport annuel](#). Quel que soit le responsable du traitement des données pour une situation spécifique, le principal contact pour les questions de confidentialité chez SSAB est le Délégué à la protection des données du groupe SSAB.

2. Coordonnées du délégué à la protection des données (DPO)

Le service international de la politique de confidentialité des données SSAB accueille toute demande au sujet de la protection et de la confidentialité des données, ainsi que toute autre question, inquiétude, commentaire ou réclamation.

SSAB AB (Publ)

Box 70,
SE 101 21 Stockholm
Sweden

T +46 8 45 45 700
F +46 8 45 45 725

E: info@ssab.com
www.ssab.com

Org.nr 556016-3429
VAT/Reg.nr SE556016342901

SSAB a désigné un Délégué à la protection des données (DPO) pour l'ensemble du groupe. Notre DPO:

- informe et conseille les services SSAB et leurs salariés sur les obligations qui découlent du Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'UE et d'autres règles rendues obligatoires par l'UE ou ses États membres sur le traitement des données effectué par SSAB,
- vérifie le respect du RGPD et des autres dispositions de l'UE ou de ses États membres sur la protection des données, ainsi que celui des politiques maison sur la protection des données à caractère personnel,
- désigne les responsabilités, assure la sensibilisation à la protection des données et la formation des salariés impliqués dans le traitement et les audits associés,
- donne tout conseil sur les analyses d'impact de la protection des données et le suivi des performances.

Le DPO coopère également avec l'autorité de contrôle. Il est l'interlocuteur de l'autorité de contrôle pour les questions relatives au traitement des données personnelles et peut être consulté pour toute autre question.

Vous pouvez contacter le service de protection des données de SSAB et le Délégué à la protection des données du groupe (DPO) via l'adresse [data . privacy \(at\) ssab . com](mailto:data.privacy@ssab.com).

3. Transfert ou révélation de données personnelles

SSAB est susceptible de transférer ou révéler les données personnelles d'utilisateurs avec des tiers :

- d'autres sociétés du groupe SSAB à des fins de traitement interne,
- pour répondre aux demandes des autorités publiques compétentes (par exemple, citations à comparaître ou tout acte contraignant de nature similaire), suivant les autorisations ou les exigences de la législation,
- des prestataires de services de confiance, ou partenaires de SSAB, fournisseurs, agents, distributeurs et prestataires marketing,
- si SSAB est partie prenante dans une fusion, une acquisition ou une vente de ses actifs, en partie ou en totalité,
- lorsque SSAB estime, de bonne foi, que cette révélation est nécessaire pour protéger les droits de SSAB, protéger la sécurité des personnes, enquêter sur une fraude ou répondre à une demande d'une autorité administrative,

des tiers autorisés à agir pour contrôler les données ou sous-traitants indépendants, selon les cas.

4. Transfert de données personnelles hors de l'UE/l'EEE

4.1 Transferts internes au groupe

Certaines sociétés du groupe SSAB étant situées en dehors de l'UE/l'EEE, les données personnelles des individus peuvent être transférées hors de l'UE/l'EEE. Lorsque c'est le cas, SSAB applique les mécanismes existants nécessaires au transfert hors de l'UE/l'EEE, en accord avec les clauses contractuelles types approuvées par la Commission européenne.

4.2 Fournisseurs de service et autres destinataires de données situés hors de la zone UE/EEE

SSAB peut faire appel à des prestataires de service pour le traitement des données personnelles et ces dernières peuvent être transférées vers des pays hors de l'UE/EEE. SSAB appliquera les mécanismes existants nécessaires permettant le transfert de données personnelles vers des pays tiers, tels que les clauses contractuelles types approuvées par la Commission européenne et des garanties supplémentaires.

5. Sécurité

SSAB met en œuvre des mesures de sécurité physiques, techniques et organisationnelles adéquates pour protéger les données personnelles contre la perte, la destruction, l'utilisation abusive, ou encore des accès et une divulgation non autorisés. Par exemple, SSAB restreint l'accès à ces informations aux seuls employés autorisés et aux intervenants devant avoir connaissance de ces informations, conformément à la description de leur fonction ou tâche, ainsi qu'aux fournisseurs de services tiers, qui ne sont autorisés à traiter ces données que conformément aux instructions fournies par SSAB.

Veuillez noter que, bien que SSAB s'efforce de mettre en œuvre des mesures de sécurité adéquates concernant les données personnelles, aucun système de sécurité n'est à l'abri d'une possible faille.

6. Vos droits de protection des données personnelles

Selon les droits en vigueur, vous pouvez exercer vos droits à la vie privée en limitant les données personnelles dont SSAB dispose. Sous réserve des lois applicables, vous êtes susceptible d'avoir le droit de:

- recevoir confirmation que vos données personnelles sont traitées et, si tel est le cas, d'obtenir l'accès à ces données personnelles,
- faire corriger toute inexactitude concernant vos données personnelles,
- demander la suppression de vos données personnelles,
- demander la restriction du traitement de vos données personnelles,

SSAB AB (Publ)

Box 70,
SE 101 21 Stockholm
Sweden

T +46 8 45 45 700
F +46 8 45 45 725

E: info@ssab.com
www.ssab.com

Org.nr 556016-3429
VAT/Reg.nr SE556016342901

- faire activer la portabilité des données personnelles que vous avez communiquées volontairement,
- vous opposer au traitement de vos données personnelles pour des raisons spécifiques à votre situation,
- retirer votre consentement au traitement de vos données personnelles.

Veillez noter que dans certaines circonstances, les lois et législations en vigueur peuvent limiter l'exercice de droits spécifiques sur la vie privée. Pour exercer vos droits, contactez le service SSAB pour la protection des données à l'adresse [data.privacy\(at\)SSAB.com](mailto:data.privacy(at)SSAB.com). De plus, il vous est également possible de vous adresser à l'autorité de protection des données compétente, de lui faire une demande ou de déposer une requête.

7. Modifications des conditions de confidentialité

SSAB est susceptible de modifier ses conditions de confidentialité de temps à autre et recommande d'en consulter régulièrement la dernière version. Merci de noter que les détails de ces conditions de confidentialité ne sont donnés qu'à titre indicatif. Chaque fois que nécessaire, SSAB informera les personnes de toute modification importante par l'intermédiaire des canaux utilisables et disponibles.

Droit d'alerte

1. Fondement juridique et objectif du traitement des données personnelles

SSAB s'efforce de mettre en place un climat d'entreprise ouvert et une réelle éthique commerciale. Les systèmes de droit d'alerte sont un moyen confidentiel pour que les salariés et intervenants externes puissent signaler des manquements aux lois et réglementations, au Code de conduite de SSAB ou aux politiques de l'entreprise.

1.1 Plateforme SSAB de lancement d'alerte

SSAB a mis à disposition un canal de signalement centralisé à l'échelle du groupe, la plateforme de signalement (Ethics Line), qui permet aux salariés et aux intervenants extérieurs de signaler des manquements suspectés à la loi ou aux réglementations, au Code de conduite de SSAB ou aux politiques de l'entreprise.

SSAB traite les données personnelles communiquée sur cette plateforme à des fins d'administration et d'enquête sur les irrégularités signalées, afin de prendre des mesures pour les corriger lorsqu'elles sont établies. SSAB traite les données personnelles sur cette plateforme avec un objectif d'équilibre des intérêts.

TRAITEMENT	FONDEMENT JURIDIQUE :	DESCRIPTION
Signalement de comportement fautif	Intérêt légitime Obligation légale	Permettre aux salariés et aux personnes externes de signaler des comportements fautifs sur la plateforme de signalement. SSAB estime que cet intérêt est supérieur à celui des personnes concernées par le traitement des données à caractère privé. SSAB peut traiter des données personnelles sur les infractions à la loi, au Code de conduite SSAB ou aux politiques de l'entreprise, dont des comportements fautifs ou crimes, suspectés ou confirmés. Ce traitement peut se faire en accord avec les lois locales ou lorsqu'il est nécessaire d'établir, d'évaluer ou de défendre une requête en justice.
Actions légales	Intérêt légitime	Dans certains cas, SSAB peut traiter des données personnelles en vue de saisir la justice pour le problème signalé. SSAB doit pouvoir engager des actions en lien avec le problème signalé et estime que son intérêt est supérieur à celui des personnes concernées par la protection de la vie privée.

Enquête sur les violations de la loi	Intérêt public Obligation légale	Dans la mesure où SSAB choisit de traiter des données personnelles sensibles ou des données sur les violations de la loi, ce traitement se fait sur le principe des besoins pour établir, évaluer ou défendre une requête en justice. Dans certains cas, SSAB peut également traiter des données personnelles sensibles lorsque cela s'avère nécessaire pour répondre à des obligations et exercer des droits particuliers dans les domaines du droit du travail, de la sécurité sociale et de la protection sociale.
--------------------------------------	---------------------------------------	--

1.2 Canaux internes à SSAB pour signaler une alerte

Conformément à la Directive de l'UE 2019/1937 sur la protection des personnes qui signalent des violations aux droit de l'Union (la « Directive de l'UE sur la protection des lanceurs d'alerte ») et conformément à la loi nationale des états membres de l'UE par lesquels cette directive a été mise en application, SSAB est tenu de mettre en place des canaux de signalement internes pour le droit d'alerte (« Canaux de signalement internes »). SSAB traite les données personnelles en vue de gérer et enquêter sur les dossiers d'alerte qui ont été reçus via les canaux de signalement internes.

Les données personnelles traitées dans les canaux de signalement internes peuvent aussi être traités pour être révélées si:

1. nécessaire pour prendre des mesures suite à un signalement,
2. nécessaire pour la rédaction de rapports pouvant servir de preuve dans le cadre de poursuites judiciaires,
3. et toujours conformément à la loi et la réglementation en vigueur.

TRAITEMENT	FONDEMENT JURIDIQUE :	DESCRIPTION
Enquête sur des dossiers via les canaux de signalement internes	Obligation légale	Le traitement des données personnelles en lien avec les dossiers reçus par le biais des canaux de signalement internes, que SSAB a l'obligation de mettre à disposition pour effectuer des rapports.
Droit d'alerte	Intérêt public Obligation légale	En fonction de la nature de l'alerte, SSAB peut traiter des données personnelles sensibles. Dans certains cas, SSAB peut également traiter des données personnelles sensibles lorsque cela s'avère nécessaire pour répondre à des obligations et exercer des droits particuliers dans les domaines du droit du travail, de la sécurité sociale et de la protection sociale.

Enquêtes sur les infractions	Obligation légale	SSAB peut également traiter des données personnelles sur des infractions, crimes suspectés ou confirmés. Ce traitement est nécessaire, car il est requis pour mettre les canaux de signalement internes à disposition.
Actions légales	Intérêt légitime	Dans certains cas, SSAB peut traiter des données personnelles en vue de saisir la justice pour le problème signalé. Dans la mesure où SSAB a besoin de traiter des données personnelles sensibles ou des données sur les violations de la loi, ce traitement se fait sur le principe des besoins pour établir, évaluer ou défendre une requête en justice.

Les données personnelles traitées dans le cadre d'un dossier de suivi reçu par via les canaux de signalement internes ne peuvent être traitées que par les personnes mandatées par SSAB pour réceptionner, suivre et faire un retour sur les rapports. L'accès aux données personnelles est limité à ce qui est nécessaire à chacune des personnes autorisées pour s'acquitter de ses tâches. La personne chargée du suivi d'un dossier n'est pas autorisée à divulguer des informations susceptibles de révéler l'identité de la personne à l'origine du signalement ou de toute autre personne apparaissant dans le dossier sans avoir autorisation préalable.

1.3 Traitement d'autres préoccupations signalées

SSAB peut parfois recevoir des signalements par le biais de la plateforme dédiée ou des canaux internes de signalement qui, par nature, ne font pas partie des systèmes de droit d'alerte et n'entrent pas dans la portée des sujets traités dans le cadre de la plateforme ou des canaux internes de signalement.

Certains de ces signalements peuvent inclure des informations sur les incidents ou préoccupations sur lesquels SSAB décide d'enquêter et de prendre des mesures en dehors du processus de droit d'alerte, par exemple du fait d'une obligation légale à laquelle SSAB est tenue ou de l'intérêt légitime de SSAB à réagir à des sujets dont elle prend connaissance. Dans ce cas, les données personnelles sont traitées sur la base de l'obligation légale ou de l'intérêt légitime à effectuer un suivi et prendre des mesures liées aux signalements.

Dans ce cas, les données personnelles ne seront stockées que le temps nécessaire au traitement et au suivi des signalements, afin de prendre les mesures appropriées en lien avec le signalement.

Dans certains cas, les données personnelles servent à établir, évaluer ou défendre une requête en justice. Dans ces circonstances, les données personnelles seront stockées tant que la procédure judiciaire et les actions qui en découlent sont en cours.

2. Collecte de données personnelles

Les rapports de la plateforme de signalement et des canaux internes de signalement peuvent contenir différents types de données personnelles. Les informations peuvent être attribuées à la personne qui a soumis la notification, celle à laquelle la notification se rapporte ou toute autre personne mentionnée dans la notification.

Les signalements peuvent être soumis de manière anonyme, mais il est possible que certaines données personnelles puissent être traitées en lien avec un signalement. Les signalements peuvent contenir des données personnelles, telles que :

Données personnelles	Exemples
Données personnelles détaillées sur la personne à l'origine du signalement ou l'individu sur lequel porte le signalement (en cas de révélation)	Nom, genre et nationalité
Coordonnées (en cas de révélation)	Adresse électronique, numéro de téléphone, adresse, ville
Rôles et fonctions de la personne à l'origine du signalement ou de l'individu sur lequel porte le signalement	Fonction, obligations internes
Détails de l'événement rapporté	Contenu de l'événement rapporté
Mesures prises	Mesures de modération et actions prises pour résoudre le problème
Rapports d'enquête	Rapports d'enquête sur le problème
Autres données personnelles collectées pendant l'enquête	Les informations collectées pendant les entretiens, mais aussi par le biais des registres téléphoniques, fichiers de données, fichiers audio, adresse IP et autres données techniques ainsi que par mail.
Données spécifiques au cas particulier	Dans certains cas, selon la nature du dossier, des données personnelles sensibles peuvent également être traitées, par exemple les données sur l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les croyances religieuses ou philosophiques, l'appartenance syndicale, les informations sur la santé ou la vie sexuelle.

La plateforme de signalement et les canaux internes de signalement ne sont pas conçus pour obtenir des données personnelles sensibles. Si ce type d'information est fourni, les informations ne seront traitées que s'il existe un fondement juridique le justifiant, comme décrit ci-dessus.

Un rapport peut aussi signifier que SSAB traitera de données sur les violations de la loi ou crimes, suspectés ou confirmés.

SSAB AB (Publ)

Box 70,
SE 101 21 Stockholm
Sweden

T +46 8 45 45 700
F +46 8 45 45 725

E: info@ssab.com
www.ssab.com

Org.nr 556016-3429
VAT/Reg.nr SE556016342901

D'ordinaire, ces données personnelles sont collectées directement auprès des salariés. Toutefois, les données personnelles relatives aux signalements sur la plateforme et les canaux de signalement internes peuvent aussi être collectées auprès d'autres sources, telles que le supérieur hiérarchique direct, d'autres salariés et des intervenants extérieurs.

Les rapports sur la plateforme et les canaux de signalement internes sont traités de manière confidentielle. La personne qui traite un signalement ne doit pas divulguer d'information susceptible de révéler l'identité du lanceur d'alerte ou de toute autre personne impliquée dans le dossier à des parties non autorisées. Les informations que vous soumettez sont traitées de manière confidentielles en dehors des cas où ce n'est pas possible, du fait d'exigences légales ou en vue de mener à bien une enquête approfondie, auquel cas les informations sont traitées avec la plus grande discrétion.

3. Transfert ou divulgation de données personnelles

SSAB peut transférer, révéler et externaliser le traitement des données personnelles à des tiers, si cela s'avère nécessaire pour répondre aux finalités du traitement des données personnelles sur sa plateforme de signalement et ses canaux de signalement internes. Les tiers peuvent être par exemple des prestataires de service qui exploitent la plateforme de signalement et les canaux de signalement internes, des entreprises d'audit, des services juridiques, des enquêteurs, ou d'autres prestataires de service, pour détecter, enquêter sur et remédier à des manquements graves, ou pour la mise en place, l'exercice ou la défense de contentieux en justice, dans le cadre autorisé par la législation applicable et la directive de l'UE sur les lanceurs d'alerte.

SSAB peut aussi partager des données personnelles avec la police et/ou les autorités compétentes, les autorités de contrôle ou les tribunaux en vue de protéger ses intérêts ou d'exercer ses droits.

La plateforme de signalement est fournie par People Intouch B.V. Tous les rapports de données personnelles de plateforme de signalement sont stockées en UE.

4. Conservation des données personnelles

Les données personnelles ne sont stockées que le temps nécessaire à l'enquête précédant un rapport et pour prendre les mesures adéquates en réponse aux résultats de ladite enquête.

- Les données personnelles qui peuvent apparaître dans un dossier de suivi ne sont jamais exploitées plus de deux ans après la clôture de celui-ci, à moins que la législation nationale applicable ne le prévoit autrement.
- Les données personnelles excédentaires et les données personnelles sans rapport au signalement sont supprimées dès que possible.

- Les données personnelles traitées pour établir, évaluer ou défendre une procédure judiciaire sont stockées jusqu'à ce qu'à la fin de la procédure et pendant la période de prescription qui suit.
- Les rapports écrits et la documentation de signalement verbal sur les canaux de signalement internes doivent être conservés aussi longtemps que nécessaire, mais pas au-delà de deux ans après la clôture d'un dossier de suivi, à moins que la législation nationale applicable n'en dispose autrement.

5. Exceptions aux droits relatifs à la protection des données personnelles

Les personnes sont en droit d'exercer la protection de leurs informations personnelles comme indiqué dans les informations générales sur la confidentialité. Il peut toutefois y avoir des exceptions à cette règle.

- Notez que certaines informations sont strictement nécessaires pour satisfaire aux objectifs définis par les présentes conditions et peuvent également être exigées par la loi. Par conséquent, la suppression de ces données peut ne pas être autorisée par la loi applicable, qui prescrit des périodes de conservation obligatoires, ou s'il existe un intérêt supérieur à poursuivre le traitement des données selon les objectifs attendus.
- Notez qu'en ce qui concerne les données personnelles rapportées par le biais d'une plateforme de lancement d'alerte ou des canaux de signalement interne, SSAB ne répondra pas à la demande d'accès des salariés si la révélation des données personnelles d'un salarié peut mettre en péril l'enquête.
- Si SSAB reçoit un signalement par le biais d'une plateforme de lancement d'alerte ou des canaux internes de signalement et que le signalement contient des données personnelles, ou si des données personnelles sont collectées pendant une enquête, SSAB en informera, autant que possible, les personnes concernées. Cependant, si la communication de ces informations peut mettre l'enquête en péril, ces informations ne seront données qu'une fois le risque écarté.

SSAB is a Nordic and US-based steel company that builds a stronger, lighter and more sustainable world through value added steel products and services. Working with our partners, SSAB has developed SSAB Fossil-free™ steel and plans to reinvent the value chain from the mine to the end customer, largely eliminating carbon dioxide emissions from our own operations. SSAB Zero™, a largely carbon emission-free steel based on recycled steel, further strengthens SSAB's leadership position and our comprehensive, sustainable offering independent of the raw material. SSAB has employees in over 50 countries and production facilities in Sweden, Finland and the US. SSAB is listed on Nasdaq Stockholm and has a secondary listing on Nasdaq Helsinki. Join us on our journey! www.ssab.com, [Facebook](#), [Instagram](#), [LinkedIn](#), [X](#) and [YouTube](#).

SSAB AB (Publ)

Box 70,
SE 101 21 Stockholm
Sweden

T +46 8 45 45 700
F +46 8 45 45 725

E: info@ssab.com
www.ssab.com

Org.nr 556016-3429
VAT/Reg.nr SE556016342901